

# Dix promotions du Master « La nouvelle économie sociale »

Enquête statistique

*Jacques Prades, Responsable du master  
Marius Chevallier, Chargé d'études à Cerises  
avec le soutien de Lukas Policar, 10ème promotion du Master*

Cette enquête présente le devenir professionnel d'étudiants issus de ce master La Nouvelle Economie Sociale de l'université de Toulouse 2 le Mirail, durant la période 2000-2010, soit 10 promotions représentant 130 étudiants diplômés.

La valeur ajoutée d'un diplôme est déterminée par la capacité du détenteur à faire valoir ses compétences comme valeur ajoutée à l'organisation qu'il a créée ou dans laquelle il s'insère. Mais cette capacité ne résulte pas uniquement de ce que le candidat a acquis lors de la formation mais davantage du capital social qu'il a accumulé à l'intérieur comme à l'extérieur de la formation. Ici, nous recherchons à élaborer une photographie des entrées et sorties d'étudiants et déduisons que la différence est en partie imputable à la formation. Si le métier exercé à la sortie se rapproche très directement de la formation alors que le profil d'entrée du candidat en était éloigné, si le candidat n'est pas issue de l'agglomération toulousaine et qu'il a candidaté uniquement à cette formation, si son appartenance au mouvement social de l'ESS est consécutive à la formation, on a toutes les raisons de penser que la convergence de ces faisceaux accrédite l'idée que la formation a été déterminante dans la trajectoire du candidat.

Dans un premier temps, nous établirons les objectifs du diplôme tels qu'ils ressortent des demandes d'habilitation et son évolution dans le champ concerné.

Dans un deuxième temps, nous définirons la méthode retenue pour parvenir aux résultats présentés.

Dans un troisième temps, nous tirerons quelques résultats significatifs de cette formation.

## **Les objectifs du diplôme**

Le diplôme est né en 1998, à la suite d'un colloque international organisé à Toulouse, qui donna lieu à la publication « L'économie sociale, une réponse européenne à l'exclusion sociale » (Economie et Humanisme, n° 347). A cette époque, il y avait bien le sentiment d'un frémissement d'une nouvelle économie, en marge de l'économie sociale instituée, même si la terminologie d'« économie solidaire » ne faisait déjà pas l'unanimité, d'où le titre du master « La nouvelle économie sociale ». A l'issue du colloque, il fut décidé de créer le centre CERISES, au départ, centre autonome d'études, puis centre de recherche appuyé sur le Master, mais non soumis à l'architecture universitaire.

Avant d'aborder les objectifs du diplôme, il faut noter le contexte global et local.

Concernant le contexte global, ces initiatives s'inscrivent dans un environnement bien particulier :

- Tout d'abord, un contexte économique où la chrématistique (l'argent pour l'argent d'Aristote) est devenue de plus en plus manifeste et envahissante jusqu'à l'éclatement de la

crise financière et morale actuelle.

- Ensuite, la conviction qu'il n'y a pas une seule solution possible mais que chaque région invente des modalités particulières d' « agir autrement ». On connaît tous l'expérience de La Banca di Tempo italienne, le complexe coopératif de Mondragon espagnol, la création des SCIC et des coopératives d'emploi françaises.

- Enfin, une des particularités de l'économie sociale est qu'elle constitue un long travail de va-et-vient entre une théorisation difficile et une pratique menacée par les tendances lourdes du capitalisme. Desroche avait raison d'insister sur cette maïeutique particulière (l'écoute pour faire accoucher). D'où la relation privilégiée que nous avons avec les acteurs de cette autre économie. Mais aussi, l'indépendance que l'équipe a constamment manifestée à l'égard des chapelles institutionnelles de l'économie sociale, de la théorisation française de l'économie solidaire et du management des entreprises sociales.

Concernant le contexte local, ce master s'inscrit dans une université de lettres qui n'a pas vocation à former des économistes. Qui plus est, elle voisine la célèbre Toulouse School of Economics (TSE) qui ignore ce que peut bien vouloir dire « l'économie sociale ». Au-delà de ces difficultés qui ne favorisent pas son recrutement, on peut ajouter que le M1, à l'UTM, n'est pas la voie d'entrée principale du master (environ 18 % sur la totalité du panel avec une légère augmentation les dernières années). Avant les deux dernières années où le nombre de candidature a très nettement reculé (environ 50 % d'admis) mais ne relève plus de candidatures hasardeuses, on est arrivé, certaines années, à 70 dossiers reçus pour 20 places environ. La sélection des étudiants est une combinaison de trois critères : le projet professionnel porté par l'étudiant, l'âge et l'origine géographique du candidat. Les projets doivent être différents (nous choisissons très rarement trois candidats qui veulent créer des entreprises d'insertion ou développer une expérience de microfinance). Les classes d'âges doivent se répartir à peu près également entre les étudiants en poursuite d'étude et les reprises d'étude. Un tiers des places environ sont réservés aux étudiants d'origine étrangère, majoritairement latino-américains et ouest-africains. Les régions françaises d'origine des étudiants sont également très variées. Deux critères n'ont jamais été retenus parce qu'ils ne nous ont jamais paru importants pour définir la diversité d'un groupe : le sexe (dans les faits, 48% de femmes) et l'origine disciplinaire (dans les faits, les étudiants sont majoritairement originaires de filières économiques, commerces ou sciences politiques).

Tendanciellement, on note de plus en plus de candidatures construites en amont de la sélection : la plupart des postulants se présentent « physiquement » avant la sélection, proposent un projet, sont conduits par des anciens étudiants ou des acteurs de terrains. La dynamique du groupe est fonction de l'hétérogénéité du groupe. Un voyage d'intégration consolide le groupe la première semaine de chaque promotion : coopératives de Barcelone, de Mondragon, Ardelaine, Ambiance Bois, Cravirola, SCOP du Pays Basque, etc.

Les objectifs du diplôme sont plutôt les débouchés de l'économie solidaire, ce qui mérite un éclaircissement théorique.

Il y a deux façons de définir l'économie solidaire : la première consiste à la présenter comme une nouvelle théorisation de l'économie sociale reposant principalement sur la création d'un espace public de proximité et sur l'hybridation des ressources ; la seconde définition repose sur l'énoncé d'un ensemble composé de familles reposant sur un certain nombre de principes, synthétisés dans des chartes. Comme nous avons de moins en moins cru à la première perspective, reste la deuxième proposition qui peut se résumer de la manière suivante. L'économie solidaire est née dans les années 80 du croisement d'expérimentations d'auto-organisation (les crèches parentales durant les événements de 68 ou les SELS dix années plus tard), du mouvement auto-gestionnaire (le symbole de LIP mais aussi de beaucoup de

coopératives nées dans cette décennie) et des différentes formes de lutte contre l'exclusion sociale (les différents réseaux de l'insertion par l'activité économique). Ces trois familles de pratiques, qui obéissent à des chartes et non à des statuts juridiques, ont constitué le socle des emplois des étudiants : directeurs d'entreprises d'insertion, directeurs de régies de quartier, responsables de structures en micro-finance, agents de développement ou responsables d'entreprises novatrices (éco-construction, auto-partage, jardins de phytothérapie) mais aussi structures professionnelles (UREI, URSCOP, etc).

Le contenu du diplôme repose sur trois blocs d'enseignement : un bloc théorique composé de quatre enseignements : histoire de l'économie sociale et solidaire, économie sociale comparée européenne, monnaie et micro-finance, économie solidaire au Sud. Un bloc d'outils appropriés à ce secteur : la méthodologie de projets, la gestion, les ressources humaines, l'informatique, l'anglais et le droit associatif et européen. Un bloc d'acteurs de terrains sous la forme de conférences qui ont lieu une matinée par semaine, choisies chaque année en fonction des projets des étudiants. Ces trois blocs constituent un volume de 500 heures et s'accompagnent d'un stage de la même durée.

### **La méthodologie de l'enquête**

A partir d'un questionnaire comprenant 18 questions, nous avons joint principalement par téléphone un peu plus de 70 % des étudiants et nous les avons interrogés sur des éléments quantitatifs puis qualitatifs.

Le questionnaire ne contenait aucune procédure de vérification des résultats obtenus par du déclaratif. Mais pour beaucoup, en dehors des appréciations qualitatives sur la formation, nous connaissions souvent leur situation professionnelle et leur parcours individuels à la fois antérieur à la formation et postérieur.

En dehors de la partie signalétique, l'enquête est construite sur deux volets de variables explicatives, pour un volet de variables à expliquer. Le premier volet consiste à étudier la situation antérieure à la formation de chaque candidat : type de baccalauréat obtenu, année d'obtention et âge du candidat, appréciation du niveau familial et culturel, antécédent professionnel qui doivent conduire à obtenir une image générale du candidat avant l'obtention du diplôme. Un deuxième volet consiste à donner une idée du niveau apprécié par les étudiants de la formation reçue : niveau universitaire des enseignements, qualité des outils méthodologiques, densité du réseau professionnel, dynamique d'inclusion du groupe, autres qualités de la formation et faiblesses principales. Les deux premiers volets sont susceptibles d'expliquer un troisième volet de la situation postérieure à la formation : type d'emploi et secteur d'activité, niveau de rémunération, type d'accès à l'emploi, volonté d'évolution et de carrière. C'est cette relation que nous avons voulu qualifier.

Une des difficultés rencontrées est que, si l'architecture sur la thématique d'une autre économie a été maintenue durant dix ans, elle a subi une inflexion au milieu de la décennie en orientant la formation davantage vers l'entreprenariat social, s'accompagnant d'un recrutement allant dans ce sens plutôt que vers les initiatives solidaires, et davantage centré sur l'Europe que sur le reste du monde.

Nous avons utilisé toutes les formes disponibles simples de procédures d'enquêtes. Le mode qualitatif propose une série de réponse avec un pôle « enrichissable » : par exemple, le niveau de revenu a été divisé en trois catégories au-dessous du salaire moyen, compris entre le salaire moyen et médian et au-dessus. Nous n'avons pas cherché une moyenne de revenus mais plutôt de paliers. Mais cet indicateur est enrichi par une question supplémentaire sur la satisfaction monétaire du titulaire, ce qui nous a permis de noter que des salaires faibles

pouvaient être volontaires de façon à laisser du temps au bénévolat ou bien à privilégier des emplois dans des structures militantes. Le mode numérique consiste à attribuer une note à la qualité d'une prestation. Par exemple, la performance par groupe de discipline. Le mode texte correspond à des questions ouvertes qui permettent de ne pas fermer les questions sur les réponses anticipées et de laisser libre cours aux questionnés. Par exemple, les éléments les plus performant de la formation et les moins pertinents.

## Les résultats de l'enquête

### *L'origine des étudiants*

**Tableau 1: origine socioprofessionnelle des étudiants**

Origine des étudiants par CSP du père (%)	Master NES	Masters France*
Agriculteurs	7	3
Ouvriers	4	9
Employés	18	14
Professions intermédiaires	18	18
Artisans, Commerçants et Chefs d'entreprises	22	8
Professions libérales, cadres supérieurs	30	47

\* source: Origine socioprofessionnelle des étudiants français dans les universités par cursus licence-master-doctorat (LMD), [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr) - données 2008 du Ministère de l'Education Nationale

Les étudiants du Master NES ont une origine socio-professionnelle significativement différente de la moyenne nationale. La part d'enfants d'ouvriers et d'employés est similaire (autour de 22% des étudiants) avec une moindre proportion d'étudiants ouvriers, probablement parce que ces derniers se destinent traditionnellement plus à des filières scientifiques. La CSP agriculteurs est nettement sur-représentée, ce qui peut venir de la place des problématiques agricoles dans l'ESS (AMAP, bio, épicerie, etc), de même que la catégorie artisans/commerçants/chefs d'entreprises. D'une part, ceci semble cohérent avec l'attrance de nos étudiants pour les petites structures de l'économie solidaire et de l'entrepreneuriat social, plutôt que les postes de cadres dans l'économie sociale : la critique du capitalisme passe notamment par l'investissement dans une économie artisanale peu concentrée. D'autre part, la CSP chefs d'entreprises (9% des effectifs) peut témoigner de l'esprit d'entreprise et est cohérente avec l'orientation entrepreneuriale de la formation. Enfin, les catégories socio-professionnelles les plus aisées (professions libérales et cadres supérieurs) sont nettement moins représentées, ce qui permet de penser que ce Master permet à une population plus défavorisée d'arriver au niveau Bac+5.

Cette plus grande ouverture sociale du Master à des populations qui y ont traditionnellement peu accès se traduit également par le fait que 33% des étudiants intègrent le master sans le niveau maîtrise mais par validations d'acquis professionnels. En outre, on constate que la part des étudiants qui avaient eu une mention au bac semble plus faible que la moyenne nationale. En effet, 44% des étudiants avaient obtenu une mention à leur bac, contre 49% pour la moyenne des bacs généraux (chiffres 2008, Proportion de bacheliers ayant obtenu une mention, [www.insee.fr](http://www.insee.fr)). De plus, cet écart devrait être corrigé à la hausse dans la mesure où le chiffre de 49% concerne l'ensemble des étudiants tandis que notre chiffre concerne des

étudiants de Master. Il est vraisemblable que la probabilité d'atteindre le niveau Bac+5 est plus forte pour les bacheliers avec mention, de sorte que ces étudiants ont une part nettement supérieure à 50% au sein des diplômés de ce niveau.

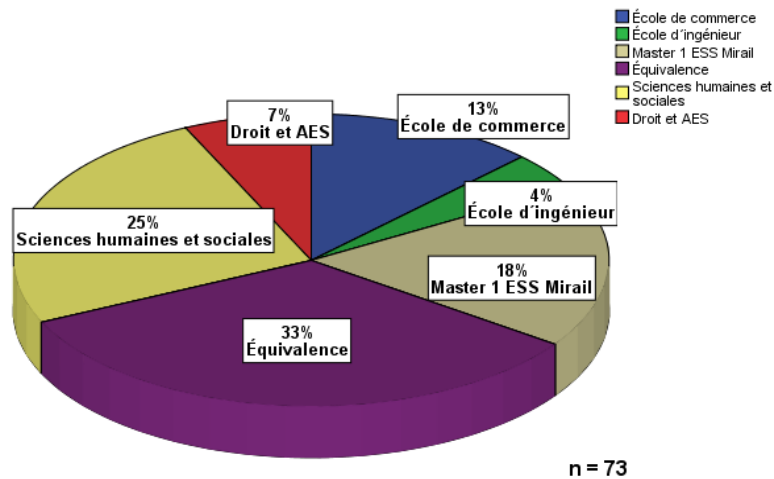
L'âge moyen à l'entrée est de 31 ans. La moitié des étudiants intègre le master 5 à 7 ans après l'obtention du bac. L'autre moitié l'intègre plus de 10 ans après dont 30% de 10 à 20 ans après le bac et 20% plus de 20 ans après le bac. Cette diversité d'âge et de parcours professionnels est l'une des richesses de cette formation. Ainsi 25% des étudiants ont plus de 35 ans à l'entrée en Master, parmi lesquels un tiers procèdent d'une reconversion professionnelle radicale et 2/3 sont des personnes du secteur social voire de l'ESS, qui profitent d'une année de formation pour se professionnaliser et prendre du recul critique sur leur parcours. La plus-value apportée par le diplôme n'est pas la même selon la démarche dans laquelle s'inscrivent ces étudiants.

**Tableau 2: origine des étudiants par type de baccalauréat général**

Répartition par baccalauréat(%)	Économique	Littéraire	Scientifique
<b>Master NES (n=73)</b>	<b>47</b>	<b>30</b>	<b>22</b>
<b>Bac général France 2005</b>	<b>32</b>	<b>17</b>	<b>51</b>

Note: 10% des étudiants viennent de baccalauréats techniques et professionnels.

On note que les étudiants qui ont eu un bac général économique ou littéraire sont nettement plus nombreux qu'en moyenne nationale. Ceci n'est pas étonnant pour le bac économique, mais la sur-représentation des bacheliers littéraires par rapport aux bacheliers scientifiques peut témoigner de la spécificité d'une économie sociale et solidaire dans laquelle la dimension philosophique de l'activité a un poids plus important que dans l'économie classique, plus tournée vers des problématiques techniques. Cette analyse est confortée par les maîtrises d'origine des étudiants. 43% d'entre eux ont eu une formation d'économie comme science humaine les préparant à une certaine disposition critique (Sciences humaines et sociales et Master 1 l'Université du Mirail). Toutefois, 20% proviennent de formations économiques plus techniques, ce qui permet de penser que le Master a eu une plus-value importante au niveau du recul critique apporté. Cet aspect est confirmé par le fort attachement dont témoignent les étudiants dans l'évaluation des enseignements : en moyenne le bloc « formation universitaire » est plébiscité, plutôt que les disciplines techniques.



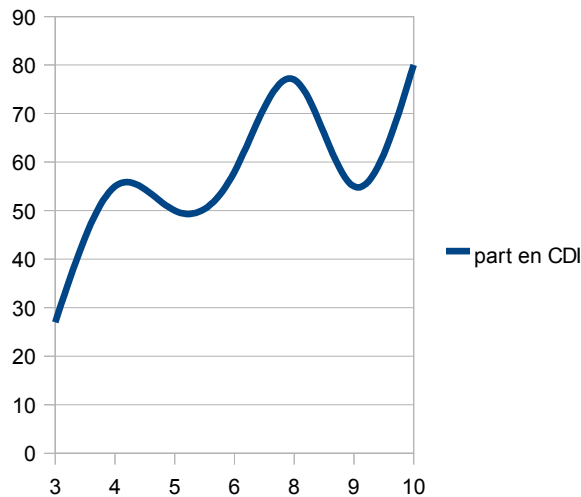
**Graphique 1 : origine disciplinaire des étudiants**

La diversité de l'origine géographique des étudiants témoigne à la fois du fait que les étudiants sont prêts à une forte mobilité géographique pour intégrer un master d'ESS, le nombre de ces masters ayant longtemps été relativement limité (Valenciennes, Grenoble, Lyon, Marseille et Toulouse). L'engagement dans l'ESS est donc un choix clair. 15% d'entre eux sont d'origine étrangère (principalement Afrique de l'Ouest et Amérique Latine). Par ailleurs, l'attractivité du Master dépasse largement son ancrage territorial. 30% des étudiants sont originaires d'Aquitaine, Languedoc Roussillon, Limousin et Midi Pyrénées (on retrouve cet ancrage dans la densité du réseau d'anciens dans l'ESS régionale), mais 55% des étudiants proviennent de toutes les régions françaises à l'exception de la Picardie, de l'Alsace, de la Franche Comté, de la Martinique et de la Réunion.

### *Les débouchés*

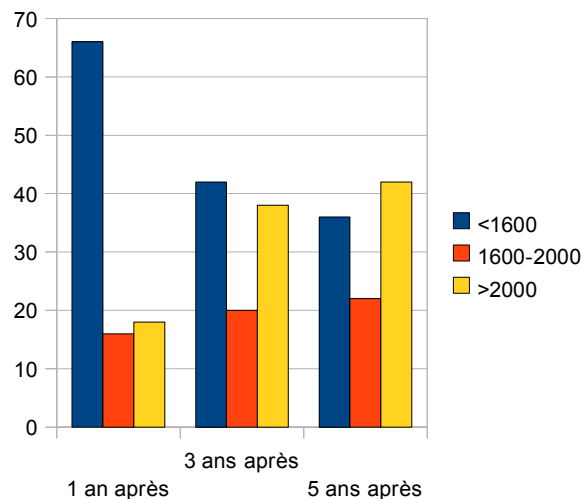
**Tableau 3: Type de contrats**

Situation professionnelle	1 an après la sortie	3 ans après la sortie	5 ans après la sortie
chômage	17%	3%	2%
emploi en CDD	31%	43%	16%
emploi en CDI	44%	49%	76%
poursuite d'études	8%	5%	5%



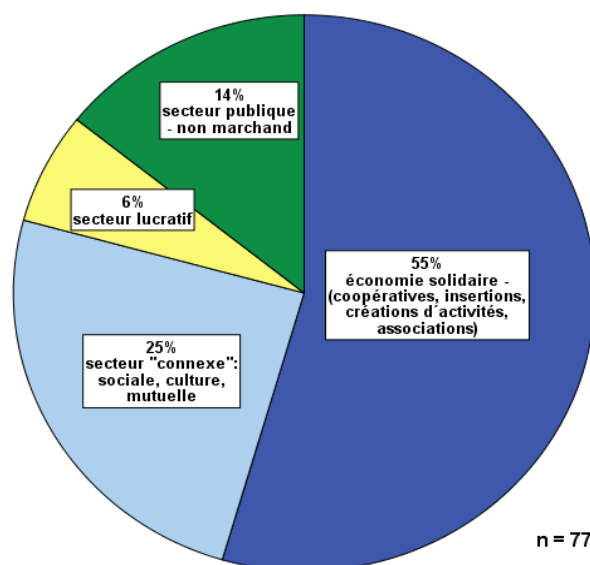
**Graphique 2 - Part des étudiants en CDI en fonction de l'ancienneté du diplôme**

Le taux de chômage 3 ans après la sortie est légèrement inférieur à la moyenne pour les Masters (4,7% en 2008 selon l'Enquête Emploi INSEE 2008, [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)). La part élevée d'emplois en CDD peut être liée à la précarité de l'emploi dans le secteur associatif. Cette précarité est souvent acceptée dans la mesure où il s'agit souvent de choix militants. Ainsi parmi les étudiants qui perçoivent moins de 1600 euros net par mois en 2010, 50% d'entre eux sont satisfaits de ce niveau de salaire. Parmi ceux qui n'en sont pas satisfaits, beaucoup considèrent qu'il s'agit d'un problème sectoriel lié à la faible précarité du secteur associatif et de l'économie solidaire, mais ne souhaitent pas quitter ce secteur pour autant. Ainsi, il est possible que le salaire à l'issue de ce Master soit peu élevé (graphique 3), mais il est largement expliqué par un effet sectoriel. Précisons également que si 18% des diplômés ont un niveau de rémunération nette supérieur à 2000 euros un an après la sortie, c'est le cas de 38% d'entre eux trois ans après et que le niveau de rémunération continue de monter régulièrement. Par ailleurs, le graphique 2 montre que la part des CDI augmente considérablement avec l'ancienneté du diplôme.



**Graphique 3: répartition des étudiants (%) par niveau de salaire net 1 an, 3 ans et 5 ans après la sortie du Master**

Cette analyse est confortée par la forte proportion d'étudiants qui ont trouvé à travailler dans des domaines en lien direct avec le Master (graphique 4). L'attachement au secteur d'activité est donc fort, ce qui montre que la dimension militante et le choix du sens sont prépondérants sur la question de la rémunération. Autre indicateur de la volonté de la dimension militante: près de 50% des étudiants ont des fonctions dans des CA d'associations.



**Graphique 4: Secteurs d'activité en 2010**

Plus encore, la forte appréciation de l'effet réseau lié au Master témoigne d'une dimension identitaire. On constate en effet avec les courbes du graphique 4 que l'évaluation du réseau est la seule variable qui progresse nettement. Les évaluations des aspects universitaires et techniques restent stables, montrant à nouveau que les étudiants sont particulièrement attachés à la capacité que leur offre ce master à se situer dans le champ de l'ESS, comprendre qu'ils font partie d'un mouvement social caractérisé par des chartes et des valeurs, plutôt qu'aux compétences techniques qui sont nécessaires mais relativisées notamment par l'importance du bénévolat et l'idée de démocratisation de l'économie: l'activité économique ne doit pas être monopolisée entre les mains d'experts. Le niveau de satisfaction des étudiants est de 89% pour les enseignements théoriques, 80% pour le réseau professionnel et 52% pour les enseignements techniques<sup>1</sup>. 59% des étudiants considèrent que le Master les a particulièrement aidés à améliorer la confiance en eux.

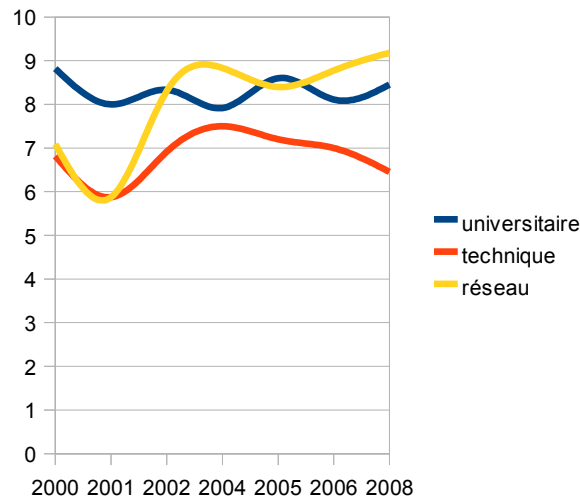
L'évaluation du réseau est la moins bonne en 2000 et devient la meilleure sur les dernières promotions. Cette évolution illustre clairement le renforcement des liens du Master avec le milieu de l'ESS (capacité à placer les étudiants en stage et en emploi) et la constitution d'un réseau d'anciens. Les 10% d'étudiants qui créent leur entreprise dans le domaine de l'ESS<sup>2</sup> (d'autres réalisent leurs projets de création d'activité, pilier pédagogique du Master, au sein d'entreprises existantes) bénéficient également de cet attachement sectoriel et de l'effet réseau.

1 Les évaluations annuelles par les étudiants permettent de nuancer l'analyse en montrant que les évaluations sont très disparates à l'intérieur d'un même bloc. Ainsi au sein du bloc des compétences techniques, le cours de gestion se démarque nettement de la moyenne avec un taux de satisfaction très élevé.

2 Transport (Mobilib), bâtiment (Zéco Plombiers, Atelier Blanc), Restauration/alimentation (Resto Bio, Pot Ethique, Brigade Papilles, Vélo Sentimental, Icare), recyclage/déchets (Mitsa, Extramuros 92), accompagnement à la création d'activités (Camino), voyage (Mondo Vélo), etc.



Bon nombre de ces entreprises sont des entreprises collectives qui intègrent dans leurs organes institutionnels des membres des réseaux ESS. Dans certaines des entreprises créées telles que Mitsa (prévention et valorisation des déchets) et le CREPI 31 (club régional d'entreprises pour l'insertion), l'équipe salariée est majoritairement constituée d'anciens du Master. Notons également que le réseau évolue avec l'ancienneté du Master : alors que la part des étudiants qui se revendiquent de l'économie solidaire varie peu selon les promos, la part des étudiants en économie sociale augmente à partir de 2004.



**Graphique 5 - évaluation par les étudiants par promotion (notes sur 10)**

## Conclusion

Dix années d'expérience du Master La Nouvelle Economie Sociale de Toulouse Le Mirail permettent de dégager un certain nombre de spécificités. L'imbrication dans un réseau d'ESS témoigne d'un fort attachement au secteur et d'une interaction dynamique entre université et praticiens. La précision du choix de Master des étudiants montre qu'ils sont particulièrement attachés à travailler dans ce secteur quitte à en assumer les conséquences en terme de précarité et de mobilité. Pour une part importante, le Master est l'occasion d'une reconversion professionnelle. L'attachement à l'innovation sociale attire un public particulier, qui a son origine socio-professionnelle dans une population de commerçants, artisans et chefs d'entreprises. La part de la CSP agriculteurs témoigne de l'importance des réseaux écologiques dans l'ESS. Enfin, l'attachement au secteur de l'ESS semble dépasser les clivages sociaux, puisque le recrutement dans ce Master semble plus ouvert à des populations d'origine modeste (faible part des CSP cadres supérieurs et de professions libérales) et à moindre niveau de qualification (part des étudiants n'ayant pas obtenu de maîtrise ou ayant eu un bac sans mention). Par ailleurs, la part importante du recrutement en sciences humaines et sociales et l'attachement à la formation universitaire plus qu'aux disciplines techniques témoignent d'une capacité critique tout à fait cohérente avec la dimension politique de l'ESS. Alors que le modèle de l'entrepreneuriat social se tourne fortement vers une dimension technique autour de la notion d'ingénierie sociale, l'attachement à la dimension collective et la capacité à recruter des étudiants moins diplômés peut constituer une spécificité des formations en ESS.

En France, l'Université a été pionnière dans l'ouverture de formations en ESS et au moment où de nouvelles formations s'ouvrent en lien avec la mouvance de l'entrepreneuriat social, il serait intéressant de mieux valoriser les spécificités des formations d'économie sociale et solidaire, tout en restant ouverts aux nouvelles orientations. À Toulouse, nous considérons qu'il faut chercher à associer le caractère d'entreprises sociales avec la lutte contre les exclusions et la volonté de donner à la société civile toute sa force, en évitant le piège de la médiation publique tout autant que celui de la recherche de "niches économiques".